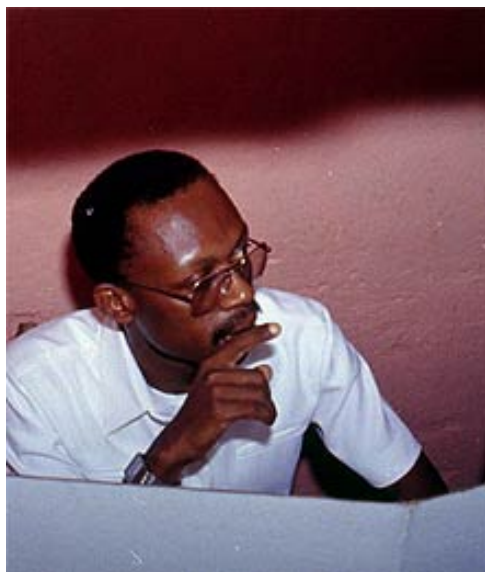


## WASHINGTON ET PARIS RENVERSENT ARISTIDE

# Coup d'État en Haïti



Washington et Paris se sont réconciliés pour défendre leurs intérêts impériaux dans les Caraïbes. Ils ont savamment organisé un coup d'État en Haïti pour renverser le président élu. Après avoir fabriqué une opposition de convenance autour du financier de la dictature des Duvalier, André Apaid, Washington a créé des groupes armés autour de l'ancien officier putschiste Guy Philippe. Tandis que Régis Debray et Véronique de Villepin-Albanel tentaient de contraindre Jean-Bertrand Aristide à la démission. En définitive, la rue restant fidèle à Aristide, les « rebelles » ne sont pas entrés dans Port-au-Prince. Ce sont les Forces spéciales états-uniennes qui ont dû enlever le président, dans son palais, au petit matin.

page 2

## Tony Blair pris au piège de sa politique atlantiste

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Clare Short réitère ses accusations contre Tony Blair : il a fait placer sur écoute Kofi Annan. Charles Kennedy, le leader du Parti libéral démocrate, regrette que le Premier ministre ne se soit pas prononcé sur la véracité de ces accusations et dénonce un déni de démocratie. Pour lui, Tony Blair est prisonnier de sa propre décision de suivre George W. Bush plutôt que la volonté du peuple britannique, ce qui le place dans une situation toujours plus inconfortable.

page 7

### REPÈRE : 2 MARS 1960

## Massacres français au Cameroun

Sous la direction de l'armée française, les troupes camerounaises rasant le bourg de Yogandima, massacrant près de 8 000 civils désarmés. Depuis 10 ans, l'administration coloniale fait face à l'opposition de l'Union populaire du Cameroun (UPC). Le haut-commissaire français Pierre Messmer a organisé l'assassinat de nombreux leaders de l'UPC, ainsi que des expéditions punitives. À l'indépendance, le 1er janvier 1960, Jacques Foccart y installe un gouvernement fantoche, présidé par son ami Ahmadou Ahidjo. Le jour même, le jeune État signe un accord d'assistance militaire avec la France. Charles de Gaulle dépêche cinq bataillons, commandés par le général Max Briand. Entre février et mars cent cinquante-six villages bamilékes sont incendiés et rasés. Des dizaines de milliers de personnes sont massacrées. De cette terrible répression, la presse française, muselée et aveuglée par la crise algérienne, ne dira mot. Finalement, le 2 octobre, le leader de l'UPC, Felix Moumié, est assassiné à Genève par les services secrets français. ■



### BRETAGNE : DÉLIT D'INDÉPENDANTISME

Aujourd'hui s'est ouvert le procès de onze militants présumés de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) pour leur implication à divers degrés dans 17 attentats dont le dernier, celui du MacDonald du Quévert, avait fait un mort. Mis en examen par la juge anti-terroriste Laurence Le Vert, sur la foi de vagues indications d'un journaliste de Capa, Gaël Roblin, porte-parole du mouvement légal Emgann (gauche indépendantiste bretonne), est incarcéré depuis mai 2000. Il n'a été que brièvement entendu par la juge d'instruction, n'a pas cessé de clamer son innocence et a toujours dénoncé un « coup fourré » de la DST. Devant l'absence d'élément précis le reliant aux attentats, le procureur a demandé par trois fois sa remise en liberté. En vain. La juge Levert associe indépendantisme et terrorisme. ■

## Washington et Paris renversent Aristide

# Coup d'État en Haïti

**Washington et Paris se sont réconciliés pour défendre leurs intérêts impériaux dans les Caraïbes. Ils ont savamment organisé un coup d'État en Haïti pour renverser le président élu. Après avoir fabriqué une opposition de convenance autour du financier de la dictature des Duvalier, André Apaid, Washington a créé des groupes armés autour de l'ancien officier putschiste Guy Philippe. Tandis que Régis Debray et Véronique de Villepin-Albanel tentaient de contraindre Jean-Bertrand Aristide à la démission. En définitive, la rue restant fidèle à Aristide, les « rebelles » ne sont pas entrés dans Port-au-Prince. Ce sont les Forces spéciales états-uniennes qui ont dû enlever le président, dans son palais, au petit matin.**



Dimanche 29 février 2004, Jean-Bertrand Aristide a démissionné de ses fonctions de président de la République d'Haïti et s'est enfui en avion vers une destination inconnue. En quelques jours, le chaos s'était installé dans le pays et le peuple, outré de la corruption de son régime, s'était soulevé contre lui. Tandis que les États-Unis, qui le suspectaient d'être devenu le nouveau parrain de la cocaïne dans les Caraïbes, facilitaient son départ. Washington et Paris déployaient une force d'interposition sans même attendre que le Conseil de sécurité ne vote la constitution d'une force multinationale. Fin du scénario mis au point par les services de « communication ». La réalité est toute autre.

Le père Jean-Bertrand Aristide a été élu à une écrasante majorité de 67,5% des voix, en 1990. Il était alors le premier président démocratiquement élu dans l'histoire de son pays. Il choisit René Préval comme Premier ministre. Mais l'arrivée au pouvoir d'un partisan de la théologie de la libération dans l'île la



Louis Jodel Chamblain

plus proche de Cuba marquait l'échec de la stratégie états-unienne d'endiguement du communisme dans les Caraïbes. Aristide fut donc renversé, huit mois plus tard, par le général Raoul Cédras et le FRAPH, les escadrons de la mort de Louis-Jodel Chamblain [1], soutenu par l'administration Bush père. Pour justifier cette opération, les putschistes déclarèrent avoir libéré leur peuple d'une dictature qui attentait gravement aux droits de l'homme. Non seulement ces accusations ne furent pas étayées, mais elles

devaient être démenties par la suite. Exilé aux États-Unis, Aristide mobilisa la bourgeoisie noire pour qu'elle vienne en aide à la « *république nègre* ». La CIA tenta alors de le discréditer en le présentant comme un malade mental et diffusa son dossier médical, lequel s'avéra ultérieurement être un faux. Cependant, le soutien grandissant d'Aristide dans l'électorat noir états-unien, plus encore que l'impopularité du régime militaire en Haïti, conduisit Bill Clinton à rompre avec la brutale politique de son prédécesseur et à négocier un compromis : Washington organisa le départ de la junte et le retour d'Aristide en l'échange d'un engagement de ne plus exacerber la lutte des classes, mais de réconcilier riches et pauvres ; et de ne plus stigmatiser le capitalisme comme un « *péché mortel* », mais d'appliquer les recommandations du FMI.

Aristide revient donc en 1994, dans les bagages des GI's de l'opération *Restaurer la démocratie*. Il respecte ses engagements vis-à-vis de Washington ou trahit ceux de ses électeurs, selon les points de vue. La constitution n'autorisant pas deux mandats successifs, c'est son ancien Premier ministre, René Préval, qui se présente pour son parti. Il est élu à 88 %. Préval n'étant pas lié par l'engagement d'Aristide, il s'éloigne de l'orthodoxie libérale. En octobre 2000, treize officiers formés en Équateur, profitant d'un voyage en Asie de Préval, tentent un coup d'État. Ils échouent. Leur chef, le sémillant Guy Philippe, se réfugie à l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince. À l'issue du mandat de Préval, Aristide se représente et est à nouveau élu avec 91% des voix, dans une ambiance troublée et avec une abstention massive. Il renoue alors avec sa politique anti-impérialiste et demande notamment le remboursement des 90 millions de francs or extorqués par la France à Haïti entre 1825 et 1885 [2].

L'administration Bush fils prend la décision de le renverser fin 2002 et se rapproche, sur ce sujet de la France, dans la mesure où les deux grandes puissances ont toujours voulu exercer une tutelle commune sur l'île. Paris ne se positionne qu'à l'été 2003. Un plan conjoint est alors établi pour le coup d'État.

## Acte 1 : la déstabilisation « démocratique »

Du côté états-unien, la **Fondation nationale pour la démocratie (NED)** fabrique une « *opposition démocratique* » en finançant des groupes de la « *société civile* » et le sous-secrétaire d'État Roger Noriega [3] met en place un groupe de travail « *pour la restauration de la démocratie* » à la Brookings Institution (cf. notre enquête **La CIA déstabilise Haïti**).

## Acte 2 : la pression diplomatique



Régis Debray

Du côté français, l'opération est supervisée par Régis Debray et Véronique Albanel. Celle-ci apparaît en qualité de présidente de l'association Fraternité universelle qui développe des œuvres sociales à Haïti en lien avec l'Église catholique. Elle est par ailleurs, la sœur de Dominique Galouzeau de Villepin, ministre des Affaires étrangères, et l'épouse du général de division aérienne Baudoin Albanel.

Le 15 juillet 2003, André Apaid [4], ex-financier de la dictature des Duvalier [5] devenu leader du Groupe des 184 [6], organise une provocation. Il tient meeting dans un bidonville acquis à Aristide, la Cité Soleil. Il demande la protection de la France, qui le fait escorter par des gardes armés en présence du premier secrétaire Stéphane Grumberg. Comme prévu, le meeting tourne à l'émeute. Il y aura 6 morts et 40 blessés par balle. Les témoins accusent les gardes français d'être les seuls responsables de la tuerie ce qui est démenti par l'ambassade [7]

Le 17 décembre 2003, à 15h, Régis Debray se présente au palais présidentiel pour exiger la démission du président élu Jean-Bernard Aristide. Celui-ci refuse. Debray et Villepin-Albanel rendent public, quelques jours plus tard, un rapport à Dominique de Villepin. On peut y lire : « *Ne nous payons pas de mots. Le départ du président Aristide ne rendra pas du jour au lendemain le pays plus prospère, ni plus productif.* » (p. 35). « *Beaucoup imaginent une rivalité là où il y a en fait complémentarité [entre les États-Unis et la France], et si nos moyens d'influence ne se recoupent pas, ils peuvent et doivent s'additionner, pour le bien de la nation haïtienne. Il appartiendrait peut-être au président de la république, en tous cas au ministre des Affaires étrangères, de fixer d'entrée de jeu, au meilleur niveau, les modalités et l'esprit de cette combinatoire. Une implication plus affirmée en Haïti ne saurait en effet s'exercer contre les intérêts des États-Unis, mais dans un esprit d'équilibre et de prévoyance* » (p. 52). Bref, la mission est de renverser Aristide pour défendre les intérêts conjoints du grand empire états-unien et du petit empire français. Mais après la crise irakienne et dans le contexte de l'alliance germano-française en Europe, Berlin doit être associé à ce rapprochement entre Paris et Washington et y trouver aussi son intérêt dans son minuscule empire. « *On ne peut s'empêcher de penser aux avantages, pas seulement symboliques, que représenterait l'ouverture à Port-au-Prince d'une mission diplomatique commune à la France et à la République fédérale d'Allemagne, à laquelle ferait naturellement pendant, de l'autre côté de l'Atlantique, l'ouverture d'une mission germano-française par exemple à Windhoek, Namibie, ou ailleurs* » (p. 57).

Les États-Unis et la France exercent des pressions sur différents États de la région pour qu'ils ne participent pas aux cérémonies du 200e anniversaire de la « *première république nègre d'Amérique* » [8], le 1er janvier 2004 à Port-au-Prince. Seul le président sud-africain, Thabo Mbeki, défie les grandes puissances en s'y rendant.

Le 2 janvier, le Groupe des 184 présente une alternative de transition prévoyant le départ d'Aristide. Le 7 janvier, une manifestation dégénère. Immédiatement **Washington accuse le gouvernement de ne pas être démocratique**. Le 13 janvier, le mandat des députés et des deux tiers des sénateurs arrive à expiration, mais l'opposition refusant de désigner ses délégués à la Commission électorale, Aristide ne peut organiser les élections. Il est alors accusé de ne pas vouloir les organiser et d'instaurer une dictature.

### Acte 3 : la déstabilisation militaire

La fabrication d'une opposition « *démocratique* » et les pressions diplomatiques s'avérant insuffisantes, Washington met en place un groupe armé en République dominicaine, placé sous le commandement de Guy Philippe. Les « *rebelles* » prennent le contrôle de plusieurs villes et menacent de marcher sur Port-au-Prince. Il refusent les divers plans de paix, qu'il s'agisse de celui de l'épiscopat ou de celui de l'Organisation des États américains. L'opposition "« *démocratique* » du Groupe des 184 reste en contact permanent avec le secrétaire d'État Colin L. Powell. Sur ses instructions, elle prend ses distances avec les rebelles pour rester en capacité d'exercer le pouvoir sans avoir à endosser les exactions qui peuvent être commises dans son intérêt. Le 21 février, le plan de règlement de la communauté internationale est accepté par Aristide, mais rejeté par l'opposition qui exige toujours son départ.

Le 23 février, des troupes fraîches franchissent la frontière aux côtés de Louis-Jodel Chamblain. L'AFP commente : « *À Port-au-Prince beaucoup pensent que l'armée dominicaine a laissé passer les anciens militaires haïtiens avec l'aval des États-Unis, qui fournit la quasi-totalité de son équipement et entretient des liens très étroits avec son haut commandement et le gouvernement. Saint-Domingue est le seul pays des caraïbes à avoir envoyé 300 militaires en Irak à la demande de Washington.* » [9]

### Acte 4 : l'enlèvement

Le 26 février, Baudoin Jacques Kétant, un trafiquant de cocaïne extradé par Aristide à la demande de la DEA est jugé à Miami (Floride) [10]. Dans le cadre d'une transaction judiciaire lui permettant une réduction de peine de 27 ans de réclusion, il avoue avoir introduit plus de 30 tonnes de drogues aux États-Unis. Il déclare « *Aristide est un baron de la drogue qui contrôle le trafic de la drogue en Haïti (...) Il a transformé son pays en plaque-tournante de la drogue* ».



Roger Noriega

Le 29 février, entre 2 et 3h du matin, les **Forces spéciales états-uniennes** investissent le palais présidentiel. Elles annoncent à Aristide qu'il va être emmené à Miami pour être jugé pour trafic de drogue à moins qu'il n'accepte de démissionner ou qu'il attende l'arrivée de Guy Philippe chargé de l'abattre. Il parvient à joindre par téléphone la représentante de Californie **Maxine Waters**

pour qu'elle puisse témoigner et empêcher ainsi qu'il ne soit « suicidé » à la Allende. Sous la menace des M16 et en présence de James B. Foley, ambassadeur des États-Unis, et de Thierry Burkard, ambassadeur de France, il signe une déclaration de démission pré-rédigée « *afin d'éviter un bain de sang* ». Il est alors conduit par les Forces spéciales à un avion blanc, non immatriculé, et dirigé sur Bangui (République centrafricaine) où l'attendent des agents français.

Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies est convoqué d'urgence pour décider l'envoi d'une force d'interposition, les États-Unis et la France, sans attendre la réunion, envoient des troupes.

À Washington, Otto Reich et le sous-secrétaire Noriega ont supervisé le renversement de Jean-Bertrand Aristide. Désormais la **Commission d'assistance à un Cuba libre**, qu'ils animent, étudie la possibilité d'utiliser Haïti comme base arrière pour en finir avec Fidel Castro cet été.

### **Thierry Meyssan**

*Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.*

[1] Le FRAPH est notamment responsable de l'assassinat d'Antoine Izmerly (11 septembre 1993), de l'exécution du ministre de la Justice Guy Malary (14 octobre 1993) et du massacre de Raboteau (23 avril 1994).

[2] Actualisée et augmentée de ses intérêts, cette somme représenterait 21 milliards de dollars actuels.

[3] Ancien assistant parlementaire du sénateur d'extrême droite Jesse Helms, Roger Noriega a voué sa vie à la destruction des théologiens de la libération.

[4] Destiné à devenir le pion de Washington à Haïti, M. Apaid s'est vu décerner la double nationalité haïtienne et états-unienne.

[5] François et Jean-Claude Duvalier, dits « papa doc » et « baby doc », établirent une dictature anticommuniste de 1957 à 1986.

[6] Le groupe des 184 rassemble des responsables des syndicats, du patronat et de la presse, sous la houlette de la **Fondation nationale pour la démocratie (NED)**, branche « ouverte » de la CIA.

[7] Une plainte à l'encontre des fonctionnaires français devrait être prochainement déposée par Me Gilbert Collard au nom des familles des victimes.

[8] Le 4 janvier 1794, la Convention abolit l'esclavage. Le décret s'applique à la colonie française d'Haïti. Mais, le Premier consul Napoléon Bonaparte, pressé par sa belle-famille qui détient d'importantes plantations dans les Caraïbes, rétablit l'esclavage. Toussaint Louverture, se réclamant de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, proclame alors la Constitution autonomiste. Bonaparte envoie son beau-frère, le général Leclerc, mâter les rebelles. Celui-ci est battu par Louverture, Dessalines et Christophe. Le 1er janvier 1804, la première république nègre d'Amérique est proclamée.

[9] *Interrogations à Port-au-Prince sur l'entrée facile d'ex-militaires en Haïti* par Dominique Levanti, AFP International, 23 février 2004.

[10] Baudouin Jacques Kétant devait être jugé avec le colonel Michel François. Celui-ci fut le n°2 du régime militaire de Raoul Cédras qui renversa Aristide. Homme lige des États-Unis, il fut formé à l'École des Amériques, il est aujourd'hui en fuite au Honduras.

# Tony Blair pris au piège de sa politique atlantiste

## Analyse

À la veille du *super Tuesday*, jour des élections primaires démocrates de dix États-Unis dont la Californie et New York, le *New York Times*, qui s'est déjà prononcé en faveur de John Kerry, laisse la parole aux deux derniers candidats en lice pour l'investiture. Un mois après avoir publié leur thème **astrologique** dans ses pages débat, le quotidien new-yorkais leur a demandé de revenir sur un événement marquant dans leur vie qui a forgé leur caractère. Derrière ce sujet on ne peut plus scolaire, on peut deviner les thèmes de campagnes des candidats : John Edwards rappelle une de ses victoires d'avocat engagé dans la défense des gens simples pour rappeler sa campagne dénonçant les « deux Amériques ». John Kerry se souvient de la mort de deux de ses amis au Vietnam pour souligner son patriotisme et son engagement sur les questions de sécurité. Toutefois, ce qui ressort surtout de ces deux textes, c'est la pauvreté du débat démocratique aux États-Unis.

L'ancienne ministre du gouvernement de Tony Blair, Clare Short, revient dans *The Independent* sur la polémique qu'ont provoqué outre-Manche ses déclarations sur la mise sur écoute de Kofi Annan par les services de renseignement britanniques. Elle réitère ses accusations et rappelle qu'elle les a d'abord prononcées quand on lui a demandé son analyse des écoutes avérées dont ont fait l'objet les bureaux des membres non-permanent du Conseil de sécurité avant la Guerre d'Irak. Elle s'étonne surtout que l'*establishment* britannique n'ait pas répondu aux accusations et ait détourné la controverse en l'accusant de mettre en danger la sécurité nationale. Dans le même quotidien, Charles Kennedy, le leader du Parti libéral démocrate britannique, revient lui aussi sur cette affaire. Fidèle à sa ligne d'attaque de la politique étrangère du *New Labour*, il regrette que Tony Blair ne se soit pas prononcé sur la véracité

des accusations de son ancienne ministre et dénonce un déni de démocratie. Pour lui, Tony Blair est prisonnier de sa propre décision de suivre George W. Bush plutôt que la volonté du peuple britannique, ce qui le place dans une situation toujours plus inconfortable. Il somme le Premier ministre de s'expliquer devant le Parlement sur sa conduite dans l'affaire irakienne. Le Royaume-Uni va encore devoir se positionner pour les États-Unis ou pour le reste de l'Europe sur un autre sujet : la conquête spatiale. L'analyste britannique James Wilsdon demande à son gouvernement de choisir entre l'approche européenne qui considère l'espace comme un bien commun et celle des États-Unis qui veut le militariser et en faire un lieu de domination. Dans le *Guardian*, il revient sur les déclarations de George W. Bush annonçant l'envoi d'un vol habité vers Mars et les rapproche des anciens rapports du *Project for a New American Century* demandant un abandon des traités prohibant la militarisation de l'espace.

Non sans arrière pensée, l'ancien haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères israélien, Shlomo Avineri, revient dans le *Jerusalem Post* sur le plan Annan qui vise à la réunification de Chypre avant le 1er mai, date de l'adhésion de la partie grecque à l'Union européenne. Il dénonce une reconnaissance de l'occupation turque et de la déportation des populations grecques qui vivaient dans le nord de l'île et, par là même, un abandon des idéaux de l'ONU et de l'Union européenne. Avineri s'étonne que l'Europe, qui dénonce la colonisation israélienne de la Palestine, reconnaisse les fruits d'une autre colonisation. On notera dans ce dernier argument un rapprochement avec la campagne de communication du gouvernement Sharon présentant comme antisémite toute critique contre Israël qui ne s'exprime pas dans des thèmes similaires pour un autre pays qui aurait une conduite analogue.

Enfin, le journaliste palestinien, Daoud Kuttab revient dans le *Jerusalem Post* sur le navrant exercice de propagande que constitue le lancement de la chaîne états-unienne en langue arabe *Al-hurra*. Il s'interroge sur sa capacité à transformer l'opinion arabe au sujet des États-Unis alors qu'il est de notoriété publique qu'elle est financée par l'administration Bush, que le secrétaire d'État siège au conseil d'administration et que les émissions politiques font preuve d'une servilité manifeste à l'égard des responsables en poste à Washington.

**Réseau Voltaire**



## John Edwards



John Edwards est sénateur démocrate de Caroline du Nord et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

### « Une confiance qui mérite de gagner »

Source : New York Times

Référence : « A Trust Worth Winning », par John Edwards, *New York Times*, 1er mars 2004. Cette tribune, publiée à la veille du « Super Tuesday » des primaires démocrates, est une commande de la page éditoriale du *New York Times*. L'auteur devait relater un événement ou une réalisation importante pour son parcours personnel.

Je me souviendrai toujours des mots qu'Howard E. G. Sawyer a tapé sur son clavier à mon intention dans sa chambre d'hôpital. Howard avait été un alcoolique et il cherchait à se désintoxiquer dans un centre hospitalier. Nous étions en 1984 et un médecin lui avait prescrit le triple de la dose normale d'un médicament prévu pour écouer de l'alcool. Cela l'avait rendu invalide. Il était cloué à son lit, ne pouvait plus communiquer que par le biais d'un petit clavier sur lequel il tapait ses messages et j'étais alors son avocat. Il m'a dit qu'il me faisait confiance.

Howard était un homme simple, ressemblant à mon père et qui vivait là où j'ai grandi. L'avocat de la défense avait proposé une compensation de 750 000 dollars, l'équivalent des salaires qu'Howard ne toucherait plus alors qu'il avait tout perdu, et si je refusais, Howard risquait de ne rien avoir. Howard m'a dit qu'il me faisait confiance, j'ai été au procès et j'ai obtenu 3,7 millions de dollars. Les paroles d'Howard, « je vous fais confiance », continuent de m'accompagner. C'est ce que nous disent les Américains qui votent pour nous. Ils nous demandent d'être leur voix tous les jours et c'est ce que je fais.

## John Kerry



John Kerry est sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

### « Cette histoire de soldat »

Source : New York Times

Référence : « This Soldier's Story », par John Kerry, *New York Times*, 1er mars 2004. Cette tribune, publiée à la veille du « Super Tuesday » des primaires démocrates, est une commande de la page éditoriale du *New York Times*. L'auteur devait relater un événement ou une réalisation importante pour son parcours personnel.

Le 26 février 1967, j'étais au large du Vietnam quand on m'a appris la mort de mon ami d'enfance, Dick Pershing. Ce jour là j'ai compris ce qu'était le Vietnam. C'est dans ce pays que j'ai appris qu'aux Etats-Unis le sénateur Eugene McCarthy et un groupe d'étudiant avaient détruit les fondations du monde politique lors des primaires du New Hampshire et fait comprendre au président Johnson qu'il ne pouvait plus être président. C'est là bas que j'ai appris

l'assassinat de Martin Luther King et les émeutes qui ont suivi. Nous étions en guerre à l'étranger et chez nous. Plus tard, j'y ai appris l'assassinat de Robert Kennedy. Au Vietnam, nous étions des étrangers dans une guerre entre Vietnamiens. Nos alliés étaient corrompus et nos ennemis sans pitié et omniprésents. J'ai vu beaucoup de morts là bas.

J'ai pu retourner en Amérique et c'est là, en avril 1969, que j'ai appris la mort d'un autre de mes amis, Don Droz. C'est ce jour là que j'ai décidé de me battre pour mettre fin à cette guerre.

## Clare Short



Député britannique, Clare Short était secrétaire d'État britannique au développement national dans le gouvernement travailliste de Tony Blair. Elle a démissionné du gouvernement après la guerre en Irak.

### « Le ministre de la justice va-t-il faire pression pour sanctionner la guerre ? »

Source : The Independent

Référence : « Was Attorney General leant on to sanction war ? », par Clare Short, *The Independent*, 28 février 2004.

Les accusations contre Katharine Gun, une ancienne employée du **Government Communication Headquarter** accusée d'avoir transmis des documents secret au journal *The Observer*, posent à nouveau la grande question de la légitimité de la Guerre en Irak. Les documents transmis à la presse par Mme Gun prouvent que les Etats-Unis ont demandé au Royaume-Uni de l'aide pour espionner les membres non-permanent du Conseil de sécurité afin de les "persuader" de voter en faveur de la gurre. Les avocats de Mme Gun ont affirmé qu'ils fonderaient leur défense sur le fait que les actes de leur cliente étaient justifiés puisque cette guerre était illégale et qu'ils remettront donc en question le jugement du ministre de la justice qui affirmait que la guerre était légale. J'ai été invité à commenter cette ligne de défense et j'ai déclaré que s'il était illégitime d'espionner les bureaux à l'ONU des membres du Conseil de sécurité, alors nos services de renseignement devaient cesser de distribuer les retransmissions des communications de **Kofi Annan**. J'ai également affirmé que la ligne de défense de Mme Gun devait être reliée au fait que l'une des raisons de l'exagération de la menace des armes de destructions massives irakiennes était justement de fournir un motif légal à la guerre. Les réactions de *l'establishment* à mes propos ont été extraordinaires. Le Premier ministre a affirmé que j'étais irresponsable et que je mettais en danger les services de renseignement britanniques. Certains journalistes se sont demandés si j'allais être exclue du **New Labour** et d'autres, dans l'incapacité de pouvoir prouver ce qu'ils avançaient, ont affirmé que les transcriptions des communications de Kofi Annan n'existaient pas.

J'étais présente quand, le jour de la démission de **Robin Cook**, le ministre de la justice a fait circuler aux membres du gouvernement une feuille A4 concluant que les résolutions successives de l'ONU offraient un cadre légal permettant d'attaquer l'Irak. Quand j'ai remis en cause ce raisonnement, il m'a été répondu alors qu'il n'y avait pas de discussion possible. Je considère que le ministre de la

justice a fondé son analyse sur des faits douteux et que **Tony Blair** doit démissionner.

## Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

### « Jugement erronée et deux poids, deux mesures »

Source : The Independent

Référence : « Flawed judgement, double standards », par Charles Kennedy, *The Independent*, 29 février 2004.

**Tony Blair** est à nouveau au centre d'interrogations quant à la validité de son jugement, comme à chaque fois que ressurgit un nouveau " problème irakien ". Le Premier ministre a fait une énorme erreur en suivant **George W. Bush** contre l'avis du peuple britannique et maintenant, il est pris au piège.

La semaine dernière, le Premier ministre a été accusé d'avoir fait espionner **Kofi Annan** et il aurait dû infirmer ou confirmer les accusations de **Clare Short** mais il n' a rien répondu. L'ONU mérite une réponse de Tony Blair car mettre sur écoute le principal responsable d'une organisation dédiée à la paix est non seulement illégal mais également inacceptable. Si Blair avait nié, il aurait souligné le respect de notre pays pour l'ONU et laissé Mme Short s'expliquer mais il refuse de s'exprimer.

Il faut que Tony Blair s'explique sur ce point devant le Parlement aussi vite que possible car les Britanniques doivent savoir ce qui a été fait en leurs noms. Il aurait pu choisir de s'exprimer devant la seule commission du renseignement pour protéger les membres des services de renseignement mais il ne l'a pas fait non plus. Je ne sais pas si ce qu'affirme Mme Short est vrai mais je suis troublé par les affirmations d'anciens inspecteurs en désarmement selon lesquelles ils auraient été espionnés. On devrait nous dire la vérité.

## James Wilsdon



Spécialisé dans les questions d'environnement, de stratégie commerciale et de développement

### « Mission vers la planète Rumsfeld »

Source : The Guardian

Référence : « Mission to Planet Rumsfeld », par James Wilsdon, *The Guardian*, 1er mars 2004.

Les plans pour la seconde Guerre du Golfe ont été réalisé des années avant l'accession au pouvoir de **George W. Bush** par des *think tank* néo-conservateurs. Ce sont les mêmes groupes qui ont planifié une autre occupation militaire : celle de l'espace.

Dans le rapport *Rebuilding America's Defences* [1]. On y apprend que le

durable, James Wilsdon est directeur de la stratégie à Demos, un think tank britannique, et coauteur du rapport *Masters of the Universe : Science, politics, and the new space race.*

contrôle de l'espace est l'un des éléments clé de la stratégie militaire des Etats-Unis. **Donald Rumsfeld** présida un groupe d'étude qui a conclu que le contrôle militaire de l'espace était le seul moyen d'éviter un « *Pearl Harbour spatial* » et **Paul Wolfowitz** a affirmé qu'il fallait désormais investir les dépenses militaires dans cette direction. On peut supposer que si George W. Bush obtient un second mandat, le traité interdisant la militarisation de l'espace sera oublié.

Dans ce contexte, les propos du président états-unien sur la conquête de Mars, qui résonnent pourtant comme ceux de Kennedy concernant la Lune, cachent une réalité beaucoup plus sombre qu'il n'y paraît. Nous assistons à une convergence des efforts du **département d'État**, du **département de la Défense** et de la **NASA** vers une militarisation de l'espace et on annonce que **Sean O'Keefe**, le dirigeant de la NASA, pourrait être le prochain secrétaire à la Défense en cas de réélection de Bush. L'agressivité du programme spatial chinois accentue encore l'importance du programme spatial dans les préoccupations de politique étrangère des Etats-Unis.

Comme l'a affirmé Jean-Jacques Dourdain, le responsable de l'**Agence spatiale européenne**, les Etats-Unis voient l'espace comme un instrument de domination, là où l'Europe le considère comme un bien commun. Ces divergences de vues sont au cœur du projet Galileo qui va priver le Pentagone de son monopole sur les navigations par satellite et c'est ce qui motive le programme Aurora, le programme de l'Union européenne vers Mars. Le Royaume-Uni va devoir décider quel type de programme il soutiendra.

---

[1] Ce rapport a été rédigé par le Project for a New American Century, le *think tank* électoral de George W. Bush. Il est téléchargeable librement ici.

## Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de

### « L'occupation favorite de l'ONU »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The UN's favorite occupation », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 29 février 2004.

Le 1er mai 2004, Chypre rejoindra l'Union européenne. Depuis 1974, l'île est divisée entre la partie grecque et un régime vassal d'Ankara au Nord. Depuis cette date, des négociations futiles ont pour objet la réunification.

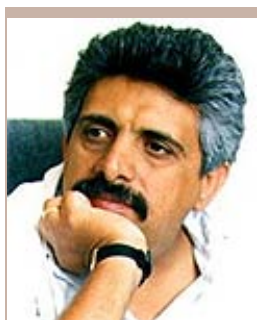
L'Union européenne a décidé l'adhésion de l'île avec ou sans réunification. Si l'île est encore divisée le 1er mai, seule la partie grecque de l'île rentrera dans l'Union et la ligne verte qui sépare les deux communautés sera la frontière de l'Europe. Cette question préoccupe donc l'Union européenne et c'est pourquoi elle soutient le plan de **Kofi Annan** qui vise à réunifier l'île avant la date d'adhésion. Ce plan de l'ONU de 400 pages a été peu lu à Chypre car, avec son arrogance habituelle, l'organisation ne l'a pas traduit en grec ou en turc. Il soulève cependant l'opposition des Chypriotes grecs qui rejettent le texte à 61 %. En effet, le texte semble être rédigé pour faciliter l'adhésion de la Turquie en Europe et légitimer l'agression turque de 1974, ce qui contredit les valeurs de

démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

l'ONU et de l'Union européenne. Suivant ce plan, les 200 000 Chypriotes grecs qui ont été chassés de leur habitations lors de l'attaque turque ne pourront pas retourner dans leur foyer ou recevoir une compensation. Les troupes turques pourront rester dans le Nord mais les Grecs ne pourront pas se déplacer librement ou s'installer dans cette partie de l'île. Cela signifie que dans une Europe unie où tous les membres de l'Union européenne pourront librement s'installer dans cette partie de Chypre, seuls les Chypriotes grecs se verront limités leur déplacement. Ils seront ghettoïsés.

L'Union européenne et l'ONU condamne régulièrement l'occupation israélienne et les colonies juives mais ils sont prêts à récompenser l'occupation turque et le nettoyage ethnique.

## Daoud Kuttab



Daoud Kuttab est directeur général de la Al Quds Educational Television à Ramallah et de AmmanNet.

### « La maladroite tentative de l'Amérique »

Source : Jerusalem Post

Référence : « America's clumsy outreach », par Daoud Kuttab, *Jerusalem Post*, 29 février 2004.

Dans un effort désespéré pour renverser l'image négative de l'Amérique dans le monde arabe, le gouvernement états-unien a lancé une nouvelle télévision en langue arabe nommée **Alhurra**. Cette chaîne reçoit un financement de 62 millions de dollars du gouvernement états-unien et le secrétaire d'État y a un siège permanent au conseil d'administration, en compagnie de quatre démocrates et quatre républicains.

Ceux qui ont suivi les premières émissions concluront normalement que cette chaîne est un outil du gouvernement des Etats-Unis. Cette chaîne ne contribuera certainement pas à rendre les ondes arabes plus libres pour les propriétaires privés et indépendants. En outre, si les Etats-Unis veulent changer leur image, ils ne doivent pas changer de stratégie médiatique, ils doivent changer de politique.

La première journée d'émission de la nouvelle chaîne a été symptomatique des problèmes qu'elle rencontre. Ce jour là, **George W. Bush** a été interviewé et les téléspectateurs espéraient qu'il en profiterait pour annoncer un changement de politique. Au contraire, il a tenu son discours habituel sur la guerre au terrorisme et sur la nécessité de démocratisation au Moyen-Orient. On a pu noter que les seuls pays qu'il a présentés comme étant engagés sur la voie de la démocratisation, le Maroc, la Jordanie et l'Arabie saoudite, sont des monarchies. A l'inverse, le seul chef d'État arabe qu'il a critiqué est aussi le seul élu démocratiquement : **Yasser Arafat**. L'interview, très aimable, ne porta sur aucun des sujets de controverse aux Etats-Unis et le président a pu conclure en félicitant l'intervieweur d'avoir fait du bon travail.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .